



**SONDAGE.** Les deux tiers des Suisses ne veulent plus de fusil et de pistolet militaires à la maison

# Les armes doivent rester à l'arsenal

**BERNE**

Les deux tiers des citoyens ne veulent plus de pistolet et de fusil militaires à la maison. Interdire les seules munitions n'est pas un compromis convaincant

■ **Vincent Donzé**

vincent.donze@edipresse.ch

C'est un mythe qui s'écroule: le peuple suisse ne veut plus permettre aux soldats et aux officiers de conserver leur fusil ou leur pistolet à la maison. Un sondage commandé par le *Sonntags-Blick* indique que 66% des citoyens sont opposés à cette tradition. Une proportion qui passe à 76% chez les femmes. Hier encore dans «Le Matin dimanche», la cheffe de la police zurichoise et présidente du comité de la Fédération suisse des tireurs, Rita Fu-

hrer, affirmait que posséder son arme et ses munitions chez soi, «c'est une question de culture, d'identité, de tradition»... Une opinion largement démentie.

■ **Un registre national des armes préconisé**

Même le compromis visant à garder l'arme de service à domicile et à laisser la munition à l'arsenal est contesté par 55% des 1203 personnes interrogées entre le 19 et le 21 avril par l'institut Isopublic. Voilà qui donnera des ailes aux partis et aux organisations opposés à l'entreposage des armes à la maison. La décision de lancer l'initiative «pro-

tection contre la violence des armes» sera prise le 25 mai prochain, après le récent rejet du Conseil national.

Pour trois sondés sur quatre, l'armée peut remplir sa mission même sans arme et sans munition à la maison.

Après le meurtre de Corinne Rey-Bellet et la récente fusillade de Baden (AG), 37% des citoyens estiment que l'absence d'arme militaire à la maison éviterait des drames

familiaux. Un pourcentage qui passe même à 48% côté romand! Les armes militaires font quelque 300 victimes par

an et le directeur de l'institut de sondage, Matthias Capeler, traduit ce résultat très net: «Les citoyens veulent laisser les armes à l'arsenal.»

Si le compromis sur les munitions proposé par la commission de la politique de sécurité ne passe pas la rampe, c'est en raison de son manque d'efficacité: subtiliser des balles lors de tirs obligatoires ou de manœuvres semble

un jeu d'enfant. Pour pallier à une législation jugée insuffisante, 69% des sondés préconisent un registre national des armes. L'opposition des citoyens aux armes est plus marquée chez les jeunes. Lorsque le chef de l'armée Christophe Keckeis (62 ans) affirme que «pour moi, un soldat sans arme n'est pas un soldat», il est suivi par la moitié des sondés de plus de 55 ans. ■

**Pour trois sondés sur quatre, l'armée peut remplir sa mission même sans arme et sans munition à la maison**



**Le Matin**  
**23.04.2007**

Auflage/ Seite  
Ausgaben

69350 / 8  
350 / J.

Seite 2 / 2  
9048  
5732460

EVD / PD / UVEK



**Parmi les sondés, 37% estiment que l'absence d'arme de service à la maison éviterait des drames familiaux. Un pourcentage qui passe à 48%, côté romand.** Keystone/Martin Ruetschi